

Marcel Namata Diteng, sous-préfet de Batibo(Nord-Ouest) qui jusqu'ici reste introuvable avait été enlevé par des personnes inconnues dans la matinée du 11 février 2018.

Le quotidien Le Jour du mercredi 14 février 2017 rapportait que Marcel Namata Diteng avait quitté son domicile après avoir reçu un coup de fil lié aux festivités du 11 février.

Certaines sources non officielles avaient plutôt indiqué que le sous-préfet de Batibo avait été enlevé en pleine cérémonie de défilé du 11 février à la place des fêtes de Batibo.

Le préfet de la Momo avait par la suite démenti de façon formelle cette information en précisant que le sous-préfet de Batibo avait été kidnappé plutôt entre son domicile et la place des fêtes. Le sous-préfet selon son collaborateur avait été enlevé au moment où il se rendait à la place des fêtes. C'était, souligne-t-il à l'effet de s'assurer du respect des consignes de sécurité en vue d'un défilé du 11 février sans embuche.

La crtv par ailleurs avait rapporté que l'épouse de la victime Julienne Namata a déclaré que son époux avait quitté le domicile familial pour cette même place des fêtes après avoir reçu un coup de fil en provenance quelqu'un qui s'y trouvait déjà.

Une autre source aussi avait rapporté que le chef de terre accompagné de son chauffeur avait

été enlevé en chemin par des hommes armés et cagoulés près d'un village appelé Kuruku alors qu'il se rendait à la place des fêtes de la ville pour mettre au point les derniers réglages sécuritaires.

Comment une autorité comme le sous-préfet, représentant l'exécutif et garant des institutions de la République a-t-elle pu être kidnappée en plein jour ? s'interroge Camer.be

Franck Ebogo, géostratégies « Il y a des forces de défense et de sécurité puisque la zone est en guerre. Mais, au fur et à mesure qu'on va quitter les centres urbains, vous allez vous rendre compte que les arrondissements font face à un manque d'effectif. Et, ce n'est pas étonnant que les assaillants s'en soient pris à cette autorité ».

La crise anglophone sur le terrain connait une véritable escalade des violences. Malgré les appels au dialogue lancés par l'opinion nationale et internationale, le pouvoir de Yaoundé jusqu'ici ne présente aucune volonté à s'assoir autour d'une table avec ceux qu'il considère comme des « terroristes ».